

sait et ils ont réagi violemment contre les nombreux passages de l'encyclique qui mettent en cause les théories classiques de la propriété privée.

Pour le *Wall Street Journal*, organe des milieux financiers américains, il est vain de chercher des remèdes aux maux du sous-développement hors du mécanisme de la libre concurrence:

Ce qu'il y a de troublant dans le fait d'accorder un caractère religieux à ce marxisme réchauffé, c'est que celui-ci n'a que bien peu de chances de pouvoir se traduire en une aide quelconque pour la plupart des nations pauvres...

Bénéfice, libre concurrence et propriété privée, bien que menant souvent à des abus, représentent les méthodes les plus efficaces pour créer l'abondance pour tous.

On ne pouvait s'attendre davantage à ce qu'une revue comme *Time*, toujours au service des grands intérêts commerciaux (sans trop en avoir l'air) accepte de bonne grâce les avertissements du Saint-Père à l'endroit des pays riches. Tout en reconnaissant que cette « vision chrétienne du développement... ressemble, à certains égards, à un rapport économique de l'ONU », soulignant par là l'intérêt d'une qualité nouvelle portée par la Papauté aux choses de ce monde, le magazine américain déplore que certaines « parties de *Populorum progressio* aient le ton strident d'une polémique marxiste du début du XX^e siècle ». On s'étonne aussi de ce que le Pontife

« n'ait pas reconnu que l'entreprise commerciale est devenue un facteur de créativité et de sens social dans l'Occident industrialisé. L'encyclique n'a pas suffisamment tenu compte du fait qu'on a combattu la faim et la pauvreté avec le plus grand succès là où on a aussi encouragé l'entreprise privée ».

Le prestigieux magazine *Fortune* (de même allégeance que *Time*) s'engage dans la même veine en reprochant au Saint-Père d'exprimer des vues dépassées au sujet de l'économie libérale, d'enfoncer des portes ouvertes en s'attaquant à un laissez-faire « qui de fait est substantiellement éliminé du commerce mondial ».

Il semble donc que l'encyclique n'a pas eu l'heur de plaire aux « riches ». Il est vrai que le *Wall Street Journal* s'est repris un peu plus tard avec une analyse louangeuse, mettant au compte d'une mauvaise traduction les critiques citées plus haut. S'agit-il d'une authentique bonne foi ou d'une volte-face diplomatique? Chose certaine, on ne pourra plus accuser la tête de l'Église de collusion avec la puissance capitaliste!

Réactions marxistes

Par ailleurs, comme le souligne amèrement le *New York Times*, « le monde communiste ne fait l'objet que d'une légère observation générale sur son athéisme ». C'est probablement ce fait qui a réjoui la presse marxiste et a valu à *Populorum progressio* un concert de louanges dans les journaux communistes d'Occident et même de derrière le rideau de fer. Une brève dépêche de l'agence Tass (U. R. S. S.) souligne deux passages de l'encyclique, celui où Paul VI

« invite tous les croyants et hommes de bonne volonté à unir leurs efforts pour vaincre la pauvreté et la misère dans le monde » et celui où « il déclare que la propriété individuelle n'est pour personne un droit inconditionnel et absolu, nul n'ayant le droit de posséder plus que ses besoins alors que d'autres manquent du minimum nécessaire ».

On sait assez ce qu'il peut y avoir de « politique » dans ces louanges communistes. Elles nous laissent tout de même espérer, entre autres, deux effets heureux de l'encyclique. Les chrétiens qui s'emploient à faire croître l'Église du silence et à établir un certain dialogue avec des gouvernements communistes, devraient avoir la tâche relativement plus facile après *Populorum progressio*. L'encyclique aura pu aussi porter un coup à cet anti-communisme simpliste qui tend à entourer une doctrine de soupçons du simple fait qu'elle reçoit l'appui des milieux marxistes.

Réactions éclairées

Passons maintenant à des commentaires plus désintéressés. Le *New York Times* félicite le Saint-Père d'avoir su percevoir les nouvelles divisions qui sont en train de s'opérer dans le monde, au-delà des idéologies:

Selon les termes de l'encyclique, l'abîme entre le bloc communiste et le monde non communiste de l'Europe et de l'Atlantique, qui était si large durant le 19^e siècle et les 50 premières années de ce siècle, semble insignifiant aujourd'hui, en comparaison avec ce qui sépare les nations développées, Russie soviétique, Europe de l'Ouest, Amérique du Nord, d'une part et les nations sous-développées de l'hémisphère sud d'autre part.

Newsweek souligne l'intérêt porté par le Souverain Pontife à des questions aussi terrestres et pratiques que l'aide aux pays étrangers, le commerce mondial et la réforme agraire:

Le pape Paul rejoint les racines radicales de l'orthodoxie chrétienne quand il cite les paroles de saint Ambroise au sujet du droit des pauvres à la propriété des riches... *Populorum progressio* est, à n'en point douter, un point de repère dans l'évolution de la Papauté moderne.

Bien plus, c'est le signal qu'attendaient les catholiques sociaux, de Bogota à Barcelone. Ils cherchent à créer une société plus humaine. Ils ont maintenant derrière eux tout le poids de la Papauté si ce n'est celui de l'Église entière.

Le quotidien français *Le Monde* voit dans l'encyclique une invitation précise mais prudente adressée aux chrétiens créateurs:

Populorum progressio porte bien la marque de Paul VI: la clarté de la vision intellectuelle des problèmes, le premier élan vers la solution qui s'impose, y sont tempérés par le balancement de la prudence qui veut éviter les ruptures et les chocs... Aucune orientation, sauf celle du matérialisme, n'est interdite aux laïcs pour « assumer le renouvellement de l'ordre temporel sans attendre passivement consignes et directives ».

Le chef de l'Église catholique ne se contente pas d'indiquer la voie, il fait aussi appel à l'imagination créatrice.

Bien significatives et porteuses d'espérances sont les réactions des organisations mondiales. On sait que le Secrétaire général de l'ONU, qui avait reçu un exemplaire autographié de l'encyclique, n'a pas hésité à endosser toutes les propositions du Saint-Père. Le journal *La Croix*, de Paris, nous rapporte aussi les propos de M. B. R. Sen, directeur général de la F. A. O. (organisation mondiale pour l'alimentation et l'agriculture), au cours d'une conférence de presse: « Si la F. A. O. n'existait pas, l'encyclique sur le développement des peuples aurait pu servir de base à sa constitution... » L'encyclique fournit « un formidable appui » aux efforts de la F. A. O. en vue d'éliminer « la honte de la faim dans le monde ».

Pour clore cette revue sommaire, voici les paroles émouvantes d'un pasteur immédiatement préoccupé par les problèmes que traite l'encyclique. L'hebdomadaire *Témoignage chrétien* publie des remerciements adressés au Saint-Père par Mgr Helder Camara, archevêque d'Olinde et Recife, au Brésil:

Au lieu d'une religion qui aide à une vision fataliste du monde, l'encyclique, dans la ligne de Vatican II, présente l'homme comme ayant le droit et le devoir de dominer la nature et d'achever la création...

Avec ces directives, c'est facile de présenter une religion qui ne soit aucunement un opium pour le peuple; un christianisme qui, au lieu d'être aliéné et aliénant, soit incarné comme le Christ...

C'est de l'essence de l'hystérie anti-communiste que de s'accrocher au capitalisme sans même soupçonner que lui aussi est marqué par des péchés d'origine menant à des déviations tragiques pour l'humanité.

Louis BALTHAZAR.

Maison Bellarmin.

La nouvelle question sociale

Pierre ANTOINE, S. J.

LE FAIT MAJEUR, dont chacun doit prendre conscience, c'est que la question sociale est aujourd'hui devenue mondiale. Cette affirmation liminaire (n° 3) donne l'axe de l'encyclique sur le *Progrès des Peuples*. Elle en indique aussi le ton. Non pas d'abord, bien que certains points de doctrine y soient rappelés ou précisés à l'occasion, l'enseignement d'une théorie sociale chrétienne ou un jugement porté sur les idéologies. Mais une invitation à mesurer l'urgence, l'ampleur et la gravité de la question. Et une exhortation pressante à l'action.

Une prise de conscience récente

Dire que la question sociale du vingtième siècle n'est plus, comme au siècle dernier, celle de la prolétarisation des masses corrélative de la première révolution industrielle, ou de l'opposition des classes dans les sociétés industrielles les plus progressives technologiquement, mais celle, mondiale, de l'opposition des nations riches et des nations pauvres, peut sembler aujourd'hui une banalité. Et cependant la prise de conscience de ce fait, si énorme qu'il crève les yeux, est récente. Quand on parcourt rétrospectivement ce que l'on disait ou écrivait pendant la décennie qui suivit la dernière guerre mondiale, on ne le voit guère affleurer. Le problème majeur, apparu dès l'organisation de la paix, confirmé par la possession par les Russes de la bombe atomique et le développement de la guerre froide, était perçu et énoncé comme celui du conflit entre les alliés de la veille, celui de l'opposition Est-Ouest, et donc de l'opposition, entre pays technologiquement avancés, de deux types de société industrielle, ou de deux conceptions idéologiques, à prétention universelle, de l'organisation de la société industrielle. On s'inquiétait de cette ligne de faille, où le monde pouvait se briser. On ne prenait pas garde à l'autre, transversale, entre le Nord et le Sud, entre pays industrialisés et pays non industrialisés.

Il est difficile de dater une prise de conscience. Elle me semble cependant se situer ici autour d'une date qui est en même temps un symbole: 1955, l'année

de la conférence de Bandoeng. Dans l'Église catholique, ce fut sans doute, en 1961, l'encyclique *Mater et Magistra* qui éveilla le plus les chrétiens et mit à l'ordre du jour la question du sous-développement. Nous suivons plus que nous ne précédons, mais le retard est tout de même moindre que celui qu'il fallut, au siècle dernier, pour prendre acte de la question sociale, puisque *Rerum novarum* (1891) n'est venue que près de cinquante ans après le *Manifeste communiste* (1848). Nous commençons, même si c'est encore timidement, à secouer nos propres routines, à nous rendre compte qu'il nous faut partager la conscience de notre temps pour participer à l'œuvre commune. Conscience d'une réalité nouvelle, qu'on a d'abord appelée, d'une façon objective mais qui ne pouvait n'être pas sans mépris, celle des « pays sous-développés », puis, d'une façon rassurante, des « pays en voie de développement », et finalement, d'une façon massive, le « Tiers-Monde ». Un Tiers-Monde qui, comme le Tiers-État de jadis, réalise qu'il est tout par sa force numérique et son avenir démographique, qu'il a jusqu'ici été considéré comme rien, et qui demande à devenir quelque chose.

Une prise de conscience difficile

Prise de conscience récente, qu'on pourrait croire encore toute frémissante et animée du souffle de la jeunesse. Mais en réalité prise de conscience difficile, et cela en un double sens.

Difficulté de la tâche en elle-même, tout d'abord. Avec seulement dix ans de recul, nous avons perdu bien des naïvetés, même généreuses. Le problème de la faim et de la démographie se pose avec une acuité sans cesse accrue, et les prévisions les plus pessimistes sont dépassées par les événements: le chiffre le plus élevé que les experts assignaient, il y a vingt ans, à la population mondiale pour la fin de ce siècle est déjà atteint aujourd'hui, et nous savons, si du moins nous ne sous-estimons pas encore, que ce chiffre doublera dans la trentaine d'années qu'il reste au siècle à parcourir. Difficultés du comment-faire: nous savons, certes, que la bonne volonté ne suffit pas, qu'une action concertée et

planifiée s'impose. Mais combien de plans de développement, peut-être excellents, sont restés sans effet? Problèmes cruciaux de la mise en œuvre d'un plan, et de l'incitation au travail, lorsque les résultats tangibles ne peuvent qu'être promis à moyen ou long terme. Obstacle du gaspillage, non seulement dans les pays riches, mais dans des pays pauvres mêmes, où la richesse sociale ne profite souvent qu'à une oligarchie de féodaux ou de grands propriétaires terriens, voire, parfois, à une nouvelle classe dirigeante plus soucieuse en apparence de son train de vie que de service public, ou à un jeune État, encore mal affermi, qui cherche dans une politique somptuaire un prestige qu'il ne peut attendre d'une politique sociale qui dépasse ses forces et ses moyens. Avance ou recul? S'il est vrai que tandis qu'un pays sous-développé, au prix de grands efforts et de lourds sacrifices, avance d'un pas, les pays développés avancent de dix, la progression absolue n'est-elle pas corrélative d'un écart sans cesse croissant, et la situation sans issue?

Aussi bien, un certain essoufflement est-il perceptible dans le Tiers-Monde lui-même. A l'enthousiasme de l'indépendance nouvellement acquise ou de la révolution faite — ce qui fut un pas capital, qu'il ne s'agit pas de renier — a succédé la conscience des lenteurs et des difficultés de la tâche. L'action concrète, la réalisation de ce que l'on veut, multiplie les affrontements, fait ressurgir, entre ceux même que rassemblait leur commune volonté de reconnaissance et de libération, de vieilles oppositions historiques, des divergences d'esprit, des conflits d'intérêt. Le grand souffle d'unité et de fraternité qui caractérisait l'esprit de Bandoeng n'est sans doute pas oublié. Mais il faut que cet esprit prenne corps, ce qui ne peut être immédiat, et il est toujours plus difficile de réaliser un esprit dans les faits que dans les mots: le devenir réel de l'idéal est une lente et douloureuse parturition. Vaine est la nostalgie d'une unité qu'il suffisait d'affirmer dans l'enthousiasme pour qu'elle soit soudain là. Échec d'Alger, dont on rêvait comme d'un autre Bandoeng.

Si la nouvelle question sociale, par son urgence et son ampleur, relativise

l'ancienne, ceci ne veut pas dire que l'ancienne question sociale soit désormais résolue ou périmée. Urgence ne signifie pas abandon. Le nouveau front de combat réclame des troupes, mais il ne faut pas dégarnir à la légère l'ancien front, ou se faire les champions de la justice pour les autres en se persuadant qu'elle est maintenant chez nous chose faite. Certains travailleurs peuvent craindre que des discours édifiants sur l'aide au Tiers-Monde ou sur la faim dans le monde ne soient qu'une échappatoire pour récuser la justice de leurs propres revendications ou une manœuvre pour endormir les luttes sociales à l'intérieur des pays industriels. Le sentiment de solidarité qui les porte à sympathiser avec tous ceux qui luttent pour améliorer leur propre sort peut aussi se tempérer, d'une façon plus équivoque, de la crainte de perdre les avantages acquis: le mouvement ouvrier se sent comme dépassé par le problème du Tiers-Monde, où il pourrait trouver un nouveau souffle par la manifestation d'exigences universelles et incontestables, et peu de syndicats nationaux se préoccupent même réellement, et efficacement, de la situation des travailleurs étrangers qui forment souvent un nouveau sous-prolétariat. Dessiner une attitude juste n'est pas simple. Il serait vain de prétendre affronter les problèmes du Tiers-Monde en s'aveuglant sur ce qui subsiste encore de misère ou d'exploitation de l'homme par l'homme dans les pays riches: un ordre mondial juste ne peut pas s'instaurer sur l'injustice, et l'effort qui s'impose à tous ne doit pas être imposé, comme un fardeau, sur les seules épaules de ceux qui sont les plus faibles et qui, trop souvent, sont les plus durement atteints par les sacrifices que l'on dit

demander à tout le monde. Mais il faut en même temps relativiser nos propres querelles en fonction de l'enjeu universel de la nouvelle question sociale, avoir le courage de se demander si elles ne sont pas querelles de riches, scandaleuses aux yeux de ceux qui n'ont rien.

N'étant pas Canadien, il m'arrive d'entendre des Canadiens français parler du Québec comme d'un pays sous-développé et colonisé. Je crois comprendre leur sentiment, qui ne m'apparaît nullement sans fondement. Et cependant, je dois avouer que ce pays qui se dit « sous-développé », où le niveau de vie moyen est supérieur à celui de la France, mon pays, me semble plutôt prospère. Il y a quelques semaines, je participais à une conversation autour d'un évêque malgache de passage ici. Évoquant les questions sociales, quelqu'un mentionna un chiffre de revenu en disant qu'un bon nombre de ménages, ici, n'avaient que cela pour vivre, et que c'était très difficile. L'évêque sourit gentiment et dit quel était, dans son pays, le revenu de la majorité des familles: cent fois moins. Ceci me semble rendre sensible la complexité de la question, car il est exact que le Canadien de revenu médiocre doit mesurer ses dépenses, peut éprouver une certaine insécurité ou se sentir frustré de certains avantages qu'il voit partagés par d'autres, mieux lotis. Mais il est aussi exact que ce qui est pour eux un « vivre tout juste » serait opulence pour la majeure partie de l'humanité.

L'exigence d'être homme

A une question complexe, il n'y a pas de réponse simpliste. Mais la difficulté ne doit pas nous empêcher de mesurer l'urgence de la nouvelle question sociale. Elle nous impose en fait un retournement de perspective: non de faire abstraction des problèmes sociaux qui se posent dans les sociétés industrielles, mais de penser ces problèmes mêmes, non plus dans la perspective limitée d'une nation ou d'un type de civilisation, mais dans la seule perspective où ils prennent sens aujourd'hui, et qui est mondiale. Il y a encore trop d'exposés de la « doctrine sociale de l'Église » qui s'en tiennent à la problématique du dix-neuvième siècle et de la première révolution industrielle, et qui ne considèrent l'apport de Jean XXIII ou du second Concile du Vatican que comme un appendice ou une extension subsidiaire d'une doctrine ancienne. En fait, c'est d'un retournement de la problématique qu'il s'agit, par la mise de toute question dans sa perspective mondiale. La dernière encyclique de Paul VI va dans ce sens, et en accentue l'urgence impérieuse.

C'est de l'homme qu'il s'agit, de l'exigence d'être homme et d'être reconnu comme tel. Le développement industriel, le colonialisme même, ont rapproché tous les hommes, les ont rendus solidaires, ont brisé les frontières, ont éveillé partout le projet d'un vivre autrement, ont fait naître l'impatience de sortir d'une vie limitée aux horizons d'un petit monde, dans la routine des coutumes ancestrales. Vivre en homme, au vingtième siècle, c'est entrer dans une communauté immense. Vivre d'une vie digne de l'homme, ce n'est pas seulement échapper à la faim, à la misère, à l'analphabétisme, bien que cette simple tâche semble aujourd'hui dépasser les forces humaines, c'est vivre au niveau de ce progrès technique commun et de la maîtrise de la nature acquise par des millénaires d'efforts, c'est, plus encore, être reconnu comme homme, « à part entière », par toute la communauté humaine. C'est bien, selon les expressions de l'encyclique, d'un développement intégral de l'homme et de l'humanité qu'il s'agit.

Un de mes amis, ethnologue, a passé près de deux ans dans un des petits villages les plus reculés du Tchad, un des pays les plus pauvres de l'Afrique. Comme tous les ethnologues, il s'est pris d'une amitié sincère pour ce village dont il avait appris péniblement la langue, pour son mode de vie, fruste et traditionnel, pour ses coutumes. Un jour, au cours d'une fête dont il suivait les ébats avec intérêt et sympathie, un gamin de dix ans le regarde et lui demande: « Dis donc, tu l'aimes notre village? » Il a répondu oui, très spontanément. A cela le gamin étonné lui a dit simplement: « Oh! c'est moche, tu sais. » Un enfant de dix ans, au fond de la brousse africaine, sait aujourd'hui comme une évidence — par quels canaux mystérieux cela est-il parvenu jusqu'à lui? — qu'être homme, en 1967, c'est vivre autrement.

Il faudrait que nous eussions au moins la même sagesse. Être homme, c'est vivre autrement, et cela vaut aussi bien de nous que de lui. Le temps n'est plus à la compassion ou à la commisération pour les pauvres lointains. Car nous avons autant besoin de cet enfant africain qu'il a besoin de nous. Être homme, c'est construire, dans la patience des semailles et la violence même des luttes et des explications mutuelles, un monde où deux hommes ne seront plus étrangers l'un à l'autre, un monde où cet enfant africain et nous-mêmes pourrions nous regarder les yeux dans les yeux, comme des égaux et comme des frères.

Facultés S. J.,
Montréal.

Louis O'NEILL *

Les priorités dans les tâches de développement

Il faut se hâter: trop d'hommes souffrent, et la distance s'accroît qui sépare le progrès des uns et la stagnation, voire la régression des autres. Encore faut-il que l'œuvre à accomplir progresse harmonieusement sous peine de rompre d'indispensables équilibres. Une réforme agraire improvisée peut manquer son but. Une industrialisation brusquée peut disloquer des structures encore nécessaires, et engendrer des misères sociales qui seraient un recul pour l'humanité. (Populorum progressio, n° 29.)

LE DOCUMENT *Populorum progressio* est moins un rappel doctrinal qu'un cri d'alarme. Les raisons de s'inquiéter ne manquent pas. On sait que la famine atteint déjà l'Inde et plusieurs régions d'Asie et d'Afrique. Selon l'expert René Dumont, elle affectera le monde entier vers 1980. Plusieurs pays qui ont récemment accédé à l'indépendance n'ont pas encore réussi un démarrage économique quelque peu convenable. Les pays avancés, les organismes internationaux et divers groupes privés fournissent une aide souvent non négligeable en vue de remédier à cette situation devenue urgente. Pourtant, cette aide s'avère insuffisante, souvent inapte à atteindre les objectifs qu'elle s'est fixés. Faisant allusion au danger prochain d'une famine à l'échelle du monde, René Dumont et Bernard Rosier écrivent:

« Une aussi grave menace souligne que toute la politique de coopération internationale et d'aide aux pays sous-développés, pratiquée jusqu'à présent, est fort loin d'avoir atteint ses objectifs; au point qu'il est permis de se demander si elle n'a pas échoué¹. »

Les pays riches dépensent en armement et en politique de prestige des sommes considérables, si bien que les montants alloués pour l'aide aux pays en voie de développement sont de fait limités et restreints. Il importe de les utiliser à bon escient, en visant une rentabilité maximale, eu égard

* M. l'abbé Louis O'Neill a enseigné deux ans à l'Université nationale du Rwanda; il est maintenant professeur de philosophie à la Faculté des Sciences de l'éducation de l'Université Laval.
1. DUMONT, René et ROSIER, Bernard: *Nous allons à la famine*, Paris, Éditions du Seuil, 1966, p. 12.

aux besoins prioritaires. D'où la question: quelles sont les priorités qui s'imposent dans les tâches de développement?

Croissance de la production agricole

C'est sans aucun doute la première priorité. *Mater et Magistra* a eu le mérite de rappeler l'urgence de mettre en pratique, tant dans les pays avancés que dans les pays retardés, une politique efficace prioritaire dans le domaine agricole. Diverses études de Lebre, Dumont et autres spécialistes des questions du Tiers-Monde adoptent le même point de vue. Même s'il y a lieu d'accueillir avec réserve les critiques que le *Wall Street Journal* adresse à *Populorum progressio*, il faut admettre que le journal frappe juste quand il signale que l'erreur première de l'Inde fut de ne pas accorder à la question agraire une attention prioritaire. On a été fasciné par les projets d'industrialisation. On a négligé le grave problème de la croissance agricole, oubliant que les pays d'Occident avaient réussi leur industrialisation parce qu'ils avaient d'abord conduit à bon terme la révolution agricole². Actuellement, c'est le désastre. En 1967, un fermier américain sur cinq travaille exclusivement pour assurer l'alimentation de l'Inde. En 1975, deux fermiers sur cinq se consacreront à cette tâche. René Dumont parle de « la défaite agricole indienne ».

« Il était nécessaire de la reconnaître d'abord, cette défaite, pour rectifier la stratégie, redresser la situation. Le gouvernement indien préfère, en pleine famine, chercher à la minimiser, pour réduire ses lourdes responsabilités³. »

Les pays du Tiers-Monde sont, en maints cas, le théâtre d'une explosion démographique spectaculaire, qui réclame une mise en application d'une politique intelligente et saine de régulation des naissances. Mais plus urgent encore est de faire produire à la terre la nourriture dont ces populations ont besoin. Beaucoup de ces pays, souvent favorisés par un climat agréable et la possibilité d'une double saison agricole, connaissent la sous-alimentation par suite du pauvre rendement du sol. Il importe d'empêcher le sol encore cultivable de se transformer en désert, de conserver l'eau qui s'éparpille, de multiplier les barrages antiérosifs. Il faut apprendre aux paysans comment construire des compostières et utiliser les engrais naturels. Il faut des engrais chimiques: priorité industrielle dont on doit tenir compte. L'aide alimentaire en provenance des pays riches est une solution temporaire et insuffisante; elle ne devrait normalement que venir compléter une productivité locale capable de fournir le minimum vital. La première révolution dont les pays du Tiers-Monde ont besoin, c'est de celle qui transformera le secteur agricole.

Pour réaliser cet objectif, il faut changer les mentalités, éduquer à de nouveaux comportements. Le besoin est grand de moniteurs agricoles, de techniciens pourvus d'idéal et capables de remplir la fonction d'animateurs ruraux. Les pays du Tiers-Monde ont un besoin plus urgent d'agronomes et de techniciens que d'avocats, de littéraires et même de médecins. Il faut souhaiter que, grâce à l'aide extérieure, les pays défavorisés puissent former sans tarder des équipes de techniciens et d'animateurs qui, pourvus d'une connaissance adéquate de leur propre milieu, de ses besoins et de ses ressources, animeront des communautés actives de paysans. Pour cela, il est à souhaiter que les nouvelles élites cessent de se camoufler dans les bureaux d'administration, s'intéressent vraiment aux problèmes de leur pays, délaissent le

2. Sur les rapports entre la révolution agricole et la révolution industrielle, voir *ibid.*, pp. 33 ss.
3. *Ibid.*, p. 11.

Épargnez
tout en protégeant les vôtres
avec un plan de

La Saubegarde

COMPAGNIE
D'ASSURANCE
SUR LA VIE

Siège social: Montréal